clauses referring to education, were of too general a character, and he would prefer leaving them to be decided by the people of the Territory. He proposed to discuss the details of them more fully in committee, and trusted the Government would give the utmost facility in making such amendments as the House might feel led to believe would most minister to the happiness, peace and prosperity of that country. (Cheers.)

Mr. Harrison agreed that the Bill should be discussed in a national spirit from a no-party point of view. He was of opinion that the Government should take steps to obtain possession of the Territory. He referred to petitions presented in 1849 by the people of that Territory for the establishment of a Municipal Council, and in 1853 another for the formation of a railroad and settling the Territory. The meeting on that occasion was presided over by Mr. James Ross, who was now a Chief Justice. The outrage or murder now perpetrated was a disgrace to humanity, and instead of building up the Government would be the means of shattering it into pieces. They found that the Lieutenant Governor was instructed to take the leading men of the Territory into his Council, and that Mr. Provencher communicated that intention. It was after that, that the insurrection broke out. The great difficulty was the ignorance of the people, and he ascribed the difficulty in part to the articles published in the leading newspapers in Ontario. The Roman Catholic priests and Fenians were also parties acting in that direction. Unfortunately at that time the Hudson Bay Company, the Government of the Territory, was incapacitated from governing the Territory; there was one bright spot in the difficulty and that was the firm loyalty of the Indians, who would repel anything like a Fenian invasion, and he did not consider the appointment of the Hon. Mr. McDougall as Governor objectionable, although the Globe had ascribed the difficulty chiefly to him. That gentleman was now in Opposition, and for his part he (Mr. Harrison) could not support the assertions of the Globe. With regard to the letter to Riel he thought that the hon. member for North Lanark had done quite right in sending it and would have failed if that attempt at negotiation had not been made. He objected to the criticisms of Mr. Mackenzie, and the use of the word "President" by Father Thibault, and the rash actions of Mr. McDougall. The appointment and commission of Col. Dennis was condemned, and also the issue of the proclamation. Had the hon. membres de la Chambre locale auraient un mandat de quatre ans. Il déplore la petite superficie du nouveau Territoire et espère qu'on en modifiera les bornes. Les articles se rapportant à l'éducation sont de nature trop générale et il souhaiterait qu'on laisse aux occupants du Territoire le soin de se prononcer dans ce domaine. Il propose qu'on examine de plus près le contenu de ces articles en Comité et exprime le vœu que le Gouvernement accepte volontiers d'apporter les amendements que la Chambre jugera le plus à propos pour le bonheur, la paix et la prospérité de cette région. (Applaudissements.)

May 7, 1870

M. Harrison est d'accord qu'on devrait étudier le Bill dans un esprit de nationalisme et non dans un esprit de partisannerie. Il est d'avis que le Gouvernement devrait faire les démarches nécessaires pour acquérir le Territoire. Il fait allusion aux pétitions présentées, en 1849, par les habitants de ce Territoire en vue de l'établissement d'un conseil municipal et d'une autre, en 1853, demandant la construction d'un chemin de fer et la colonisation du Territoire. M. James Ross, maintenant juge en chef, a présidé la réunion tenue à ce sujet. La violence ou le meurtre qui sévissent actuellement, sont un déshonneur pour l'humanité, et pour empêcher que cela ne prenne de l'ampleur, le Gouvernement serait l'agent capable de mettre un holà à cette insurrection. Ses auteurs ont appris que le lieutenant-gouverneur avait reçu instruction de faire siéger au Conseil, les hommes les plus importants du Territoire et que M. Provencher avait fait part de cette intention. C'est après cela que l'insurrection a éclaté. L'ignorance des gens constitue la plus grande difficulté, qu'il attribue en partie aux articles publiés dans les principaux journaux de l'Ontario. Les prêtres catholiques et les Fénians ont aussi contribué dans ce sens. Malheureusement, la Compagnie de la baie d'Hudson, le gouvernement du Territoire, était, à ce moment, dans l'impossibilité d'agir parce que c'est vous qui gouverniez le Territoire; malgré la difficulté, il y a une lueur d'espoir, et c'est la franche loyauté des Indiens qui lutteront contre tout ce qui peut ressembler à une invasion des Fénians; il ne trouve rien à redire à la nomination de l'honorable M. McDougall au poste de gouverneur, quoique le Globe l'ait accusé d'être le principal auteur de cette situation difficile. Ce monsieur fait maintenant partie de l'Opposition et quant à lui (M. Harrison), il ne peut appuyer les affirmations du Globe. Pour ce qui est de la lettre adressée à M. Riel, il est d'avis que l'honorable député de Lanark-Nord a très bien fait en l'envoyant et qu'il aurait manqué à son devoir si cette tentative de négociation n'avait pas été effectuée. Il s'élève contre les critiques de M. Mackenzie et